



**Comité Technique Local
du 5 janvier 2017**

**Déclaration Liminaire de l'Alliance
UNSA - CFTC**

Ce sont toujours les mêmes discours qui amènent toujours aux mêmes décisions... Pour 2017, encore 34 emplois supprimés dans notre direction.

Face à cette mesure nationale injuste et contre-productive nous ne pouvons que nous insurger contre la répartition de cette nouvelle pénurie dans notre département. Aujourd'hui c'est de plus en plus la panique dans les services et la Direction Générale met, comme à son habitude, la charrue avant les bœufs. Supprimons d'abord les emplois, ensuite, à vous de trouver les solutions au niveau local. Si pour autant qu'il y en ait, des solutions. Car, à force de supprimer, il arrive un moment où tout devient critique, invivable et infaisable.

Le dogmatisme des suppressions d'emploi confine à une mauvaise foi affligeante tant les réponses apportées semblent loin des réelles préoccupations du quotidien ; fusion de services, restriction des heures d'ouverture au public, proposition d'un accueil sur rendez-vous, dématérialisation à outrance...

Nous souhaitons continuer de travailler dans un esprit constructif tout en restant ferme sur les questions qui concourent à la détérioration des conditions de vie au travail des agents. Les militants de l'alliance UNSA/CFTC du Pas-de-Calais refusent ainsi de boycotter systématiquement les instances de dialogue social (CTL, CAPL, CHS-CT, ...) car nous continuons de penser que le dialogue social peut encore porter les revendications des personnels et permettre d'obtenir des solutions aux problèmes importants que rencontrent les agents. Dans un contexte de plus en plus hostile au syndicalisme, venant principalement de certaines organisations politiques, opter de façon radicale pour le boycott des instances de dialogue social et refuser la confrontation des idées, ce serait mortifère pour la représentation syndicale et la démocratie sociale en général.

Bien sur nous ne sommes pas naïfs et nous percevons bien évidemment le peu de marge que laisse la politique gouvernementale de suppressions d'emplois au dialogue social local.

Les suppressions d'emplois, ce ne sont pas que des chiffres, ce ne sont pas que des tableaux aussi jolis que ceux que vous nous avez fournis. C'est aussi, et surtout une très grande difficulté d'agir et de travailler correctement pour les collègues qui survivent dans les sites où ces emplois sont supprimés. En effet, une fois la suppression actée, ils doivent continuer à faire le même travail, avec la même efficacité qu'avant, mais en étant de moins en moins nombreux pour le faire et en ayant une charge de travail qui ne cesse d'augmenter. L'Alliance tient donc à saluer le professionnalisme de tous les collègues du Pas-de-Calais, qui depuis des années subissent ces infernales suppressions d'emplois...

Au plan local, les récentes visites de sites qui ont été conduites par notre organisation syndicale apportent le même constat et surtout, soulève la même question : « Y a t il encore un capitaine à la barre ? » Quel que soit le site, les agents font en sorte de colmater les fuites d'un bateau qui prend l'eau de toute part...notre Titanic « Pas de Calais » est en passe de ressembler au Costa-Concordia, Italien, le Capitaine et son orchestre ayant quitté le navire depuis belle lurette !!!

Dans les petits sites, la moindre absence non prévue devient un casse tête ingérable, les collègues stockent et/ou reportent leurs congés et certains, en plein désarroi, en viennent même à envisager la fermeture de leur site.

Depuis des années, nous vous le disons, vous le redisons et nous ne cesserons de vous le dire et vous le redire : les agent(e)s des Finances publiques du Pas-de-Calais doivent toujours faire plus et mieux, avec de moins en moins de personnel pour le faire. Trop, c'est trop, nous avons dépassé ce que nous appelons le point de rupture. Le " Ca passe ou ça casse " de la Direction n'est plus à l'ordre du jour en matière de suppressions d'emplois. Nous savons que ce n'est pas passé, il est évident que c'est en train de casser. La mise à mort de la DDFiP 62 est en marche.

34 suppressions d'emplois dans notre département, c'est inacceptable !! Mortifère pour nos missions ! Inadmissible pour le service public ! Décourageant pour les agents ! Et ce n'est pas les quelques emplois ciblés PAS (Prélèvement A la Source) qui vont venir atténuer cette saignée annuelle dans les emplois,

Mais, ce qui est encore plus choquant et inadmissible c' est la création d'un poste AFIPA ! Alors que les agents des services croulent sous la charge de travail et qu'ils ont besoin urgentissime de renfort, ils voient arriver un cadre supérieur qui ne leur sera d'aucune aide dans leur quotidien !

Pour terminer, l'Alliance souhaite une Excellente Année 2017 à tous les membres de cette Assemblée. Que 2017 vous apporte la Joie et le Bonheur, certes, mais surtout et avant tout, la Santé.

les représentant(e)s de l'Alliance

Véronique Vicari	PCE Aras
Jean-François Heneman	E R D 62
Jean-François Waille	Trésorerie de Beuvry
Gabriel Gaillard	E R D 62
Gilles Delwaulle	SIE Lens